

Changer de modèle après le Covid-19... ou changer ceux qui gouvernent la France depuis 30 ans ?



Face à la crise sanitaire du Coronavirus et au confinement, de plus en plus de Français semblent remettre en cause le système libéral, le système capitaliste de notre démocratie. La faillite du modèle est-elle la principale raison de cette défiance ? La classe politique est-elle responsable ?

Avec Bruno Cautrès

Avec Michel Ruimy

Avec Laurent
Alexandre

Atlantico.fr : Avec la crise liée au coronavirus, il semble que de plus en plus de Français remettent en cause le système libéral/capitaliste de notre démocratie.

Qu'est-ce qui est vraiment en cause : la faillite du modèle ? Ou plutôt la manière dont il a été géré ? Les élites dirigeantes ont-elles failli à leur mission, à savoir de protéger la population ?

Laurent Alexandre : Avant d'accuser notre modèle, permettez-moi de vous rappeler quelques faits...

Nous sommes entourés de virus. Il y a 10 milliards de virus dans un litre d'eau de mer. Cette promiscuité avec les virus explique que 8 % de nos chromosomes sont constitués de séquences ADN d'origine virale qui se sont incorporés à notre patrimoine génétique depuis des centaines de millions d'années. Certaines de ces séquences ont eu un rôle fondamental dans notre évolution : c'est un vieux virus HERV-W qui a donné la séquence de la protéine qui permet la construction du placenta, indispensable chez les mammifères.

Les microbes et les virus ont causé des milliards de morts dans l'histoire de l'Humanité.

La peste qui est due à une bactérie a tué 40 % des européens entre 1348 et 1352. La variole qui est un virus a tué des centaines de millions d'êtres humains avant son éradication en 1978. La rougeole tuait 6 millions d'enfants par an avant la vaccination. Le SIDA a tué 36 millions de personnes principalement des jeunes. En 1932, le choléra qui est une bactérie tuait jusqu'à 1000 parisiens par jour. Le paludisme a tué des millions de Français et tuait encore 2 millions d'êtres humains en 1980.

La médecine a appris à lutter contre les bactéries, les parasites et les virus : l'hygiène, l'épidémiologie, l'eau de javel, la purification de l'eau, le développement des sanitaires, les vaccins, les antibiotiques et les antiviraux nous ont donné des armes de plus en plus puissantes.

La mortalité par maladies infectieuses n'a jamais été aussi faible qu'aujourd'hui dans le monde.

Il a fallu 600 ans entre la grande peste de 1348 et la mise au point du premier antibiotique actif contre elle en 1948 ; la tétracycline. Heureusement la médecine va de plus en plus vite : il n'a fallu que 30 ans aux scientifiques et aux médecins pour juguler l'épidémie de SIDA. Aujourd'hui la différence d'espérance de vie entre les patients atteints du SIDA et la population générale est infime. La mise au point du vaccin contre la terrible fièvre hémorragique Ébola a été encore plus rapide. Les thérapeutiques antivirales contre l'hépatite C ont été développées extrêmement rapidement.

La virologie a fait d'énormes progrès. Les chercheurs chinois ont séquencé le génome du coronavirus sept jours après les premiers cas : c'est un immense exploit. Il a fallu plusieurs années pour identifier le virus HIV responsable du SIDA.

Nous pouvons espérer un traitement contre le coronavirus dans les 18 mois.

Michel Ruimy : Le capitalisme est un système économique fondé sur la propriété privée des moyens de production et l'accumulation du capital. Ce n'est ni une idéologie, ni une doctrine, contrairement au socialisme par exemple. Il s'agit d'une pratique des affaires.

Ce que nous vivons est une crise systémique dont la finance n'est qu'une dimension, à côté des dimensions sociale, écologique et géopolitique. Cette crise est le résultat des contradictions internes du capitalisme financier et globalisé. Le partage des richesses (salaires/profits, profits investis/distribués) est un facteur clé de la crise. Elle fait suite, d'une part, au ralentissement de la croissance des Produits intérieurs bruts et, d'autre part, à la hausse des déficits et dettes publiques provoquées par les politiques anticrises mises en œuvre. Elle est l'expression d'un cercle vicieux dans lequel le capitalisme est, aujourd'hui, plongé. Les crédits sont devenus indispensables à la poursuite de l'accumulation et de la croissance. Si 2008 était une crise de surendettement et de solvabilité, plus de 10 ans plus tard, l'endettement a été multiplié. La planète n'est plus qu'un immense monceau de dettes ; et un jour il faudra bien que toutes ces dettes s'annulent les unes les autres... Ce jour-là, gare aux effets collatéraux.

C'est à tort que la crise actuelle est dite « crise du capitalisme » et/ou imputable au libéralisme : l'époque contemporaine n'est ni libérale, ni capitaliste au sens du « capitalisme de libre-marché ». L'économie n'est pas figée et immuable, la mondialisation des échanges a créé de nouvelles règles, les entreprises s'adaptent ou disparaissent. Seul l'État ne s'adapte pas. Nous sommes, en fait, en face d'une crise d'un modèle d'organisation étatique qui ne parvient pas à s'adapter à l'évolution du monde. Cette crise est celle de l'interventionnisme de l'État.

Bruno Cautrès : Je crois qu'il faut éviter deux écueils. Le premier serait de « charger la barque » des élites politiques ou dirigeantes et de leur attribuer une faillite du système. La mondialisation libérale et l'interdépendance des économies n'a pas été « inventée » par nos élites dirigeantes ; il s'agit d'un phénomène de fond, lié aux transformations mondiales des échanges et moyens de transport et de production, aux transformations des moyens de communications, au changement technologique. La dynamique du capitalisme et sa capacité à muter et s'adapter sont certainement parmi ses caractéristiques les plus fondamentales. L'autre écueil serait de ne se poser aucune question sur la manière dont cette mutation historique du capitalisme a été accompagnée par nos dirigeants. Le livre récemment publié par Barbara Stiegler (« Il faut s'adapter ». Sur un nouvel impératif politique, Paris, Gallimard, 2019) est à cet égard très éclairant. L'auteure montre, à travers le débat entre deux penseurs américains, Walter Lippmann et John Dewey, de quelle manière s'est progressivement instillée dès les années 1930, l'idéologie que Margaret Thatcher résuma plus tard par son fameux TINA (There Is No Alternative) : il n'y a pas le choix, il faut s'adapter et le capitalisme mondialisé est plus fort. Il est vrai qu'au cours des dernières décennies on a surtout expliqué aux citoyens qu'ils devaient renoncer à des « archaïsmes », à des « privilèges ». Progressivement le discours politique s'est réduit : ce n'est pas vraiment la thèse d'une « fin des idéologies », car dans les représentations collectives, les alternatives existent et sont toujours pensées par les citoyens. C'est surtout que l'horizon temporel et spatial du discours politique s'est rétréci, comme s'il n'y avait plus qu'un seul horizon et qu'un seul modèle au sein duquel pouvaient cohabiter plusieurs perspectives mais à condition de rester dans le cadre. Si les élites dirigeantes ont bien sûr voulu mettre en place des politiques d'accompagnement dans l'adaptation de nos systèmes économiques et sociaux à cette « grande transformation » de la mondialisation, le cadre général qui a été très souvent proposé a été celui d'une culpabilisation des citoyens : la fête est finie, il faut faire des économies, vous avez vécu au-dessus de vos moyens, vous avez trop profité. Voilà ce que nous entendons depuis des décennies. De nouvelles protections ont été mises en place, bien entendu, et il ne faut pas caricaturer. Mais des pans entiers de la protection sociale ont été mis à mal également.

Si l'on prend la crise de 1957 et ses 100.000 morts en France, peut-on dire que la population est devenue intolérante aux virus ?

Laurent Alexandre : Contrairement au passé, nos opinions publiques ne supportent plus la mort. La grippe de 1957 a fait deux millions de morts d'après les derniers chiffres de l'Organisation Mondiale de la Santé. La France semble avoir subi plusieurs dizaines de milliers de morts mais il n'y a eu aucun confinement ni aucune mesure de distanciation. Les conséquences économiques ont été quasi nulles : on a continué à préparer l'ouverture du Marché Commun de l'Europe des 7 en 1958. Les journaux de l'époque ont assez peu parlé de cette hécatombe. Dans certains pays comme la Suède, on voit des photos d'immenses hangars où l'on parquait les malades tant les hôpitaux étaient saturés.

En 1968, la grippe a tué 31.000 Français dont de nombreux jeunes et le confinement n'a pas été décidé. Et ne parlons pas de la grippe de 1918-1919 qui a tué entre 50 et 100 millions de personnes dont 408.000 Français avec une mortalité impressionnante dans la jeunesse. Le monde ne s'est pas barricadé et s'est résigné.

En 2020, il n'est bien sûr plus possible d'accepter le sort.

Vous avez expliqué que cette crise n'engendrerait que 10 000 morts environ. Or, l'Italie en est déjà à plus de 2 500 morts. Que dire face à cela ? Vos prévisions sont-elles toujours les mêmes ?

Laurent Alexandre : Je me suis trompé !

Les mesures prises en Asie ont été redoutablement efficaces. Les courbes épidémiologiques asiatiques étaient rassurantes.

Je pensais sincèrement que l'Europe était aussi bonne que l'Asie. En réalité nous sommes très en retard.

Les Français doivent retenir un chiffre : la Corée du Sud investit presque 5 % de sa richesse nationale dans la recherche contre 2,1 % en France.

Nous perdons beaucoup de terrain face à ce pays qui devient une grande puissance technologique. Plus généralement, cette crise nous rappelle que le continent européen doit se ressaisir pour stopper son déclin face à l'Asie de l'Est.

Les Français veulent-ils réellement changer de modèle social, politique et économique ? Comment l'opinion publique voit-elle le monde capitaliste et libéral ?

Michel Ruimy : Avant 2008, quand les Français grondaient pour leur pouvoir d'achat, on laissait dire que c'était un problème de perception et non une réalité, que la mondialisation était heureuse... Aujourd'hui, même le FMI lance des appels répétés à une mondialisation plus juste, et les leaders mondiaux parlent régulièrement de « capitalisme inclusif », par opposition au capitalisme tout court, qui ne le serait pas, inclusif. Depuis 2008, le capitalisme financier n'a pas disparu. La communauté internationale l'a régulé par pointillisme. Il est toujours aussi puissant. Or, l'accumulation du capital par quelques-uns devient contre-productive, au plan économique.

Pour changer de système, il conviendrait d'établir un strict contrôle des flux financiers. Pour ce faire, plusieurs actions seraient à engager : nationalisation de l'ensemble du secteur bancaire, meilleur partage des richesses en diminuant la rémunération des actionnaires par une hausse de la fiscalité, encadrement strict des marchés et les produits financiers qui ne font qu'amplifier les crises., etc. Les Français veulent-ils ce schéma de développement ? Je ne suis pas certain de cela. En fait, ils préfèrent l'alternance, selon les circonstances, entre un libéralisme keynésien (intervention de l'Etat quand la situation l'exige) ou du keynésianisme libéral (moins intervention de l'Etat quand l'économie va mieux).

Bruno Cautrès : Dans l'enquête annuelle que nous réalisons au CEVIPOF, le Baromètre de la confiance politique, nous posons systématiquement une série de questions sur la perception de l'économie, de la mondialisation et du système capitaliste. Cette année, pour la première fois, notre enquête a été réalisée simultanément dans trois pays européens : la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. On voit que l'opinion publique en France est tout d'abord plus inquiète sur l'économie et globalement moins favorable et positive sur la mondialisation. Lorsque l'on demande aux Français si notre pays doit s'ouvrir davantage ou se protéger davantage du monde d'aujourd'hui, 56% répondent « se protéger davantage ». C'est le cas de 51% des allemands et 41% seulement des britanniques. Lorsqu'on leur demande s'il faudrait « réformer le capitalisme » 39% des Français répondent qu'il faudrait le réformer « en profondeur » ce qui n'est le cas que de 21% des allemands et des britanniques. Cette opinion est fortement clivée sociologiquement et politiquement en France : 45% des ouvriers et 61% de ceux qui se situent le plus à gauche déclarent souhaiter que le capitalisme soit réformé « en profondeur ». Il existe donc un France un important segment de l'opinion qui souhaite une profonde réforme du capitalisme. Par ailleurs, si les opinions économiques font preuve de davantage d'acceptation des grandes variables de l'économie libérale (le profit, la compétition), il existe en France une très solide et forte demande de davantage de protection des salariés. A la question de savoir s'il faut davantage améliorer la situation des salariés ou la compétitivité des entreprises, 59% des Français répondent par l'amélioration de la situation des salariés (60% en Allemagne et seulement 41% au Royaume-Uni). Le clivage idéologique sur le capitalisme et l'économie libérale n'est donc nullement en voie d'extinction en France, comme l'a montrée la crise des Gilets jaunes qui comportait une importante composante de conflit de classe et de conflit sur l'économie libérale.

Alors que l'économie asiatique repart de plus belle et que personne ne remet en cause son modèle, devrions-nous nous en inspirer ?

Michel Ruimy : Je ne le crois pas. La Chine suit une forme de transition, menée sous le contrôle de l'État et conduite par le parti communiste, allant du socialisme d'État vers un « socialisme de marché » / capitalisme. Elle a été tout à fait efficace pour le développement économique du pays au sein du système mondial actuel. Mais, le modèle chinois d'aujourd'hui doit faire face à de sérieuses épreuves qui sont les expressions de ses propres contradictions : la venue à son terme de son propre schéma économique fondé sur la croissance des exportations, les obstacles posés par le passage à un modèle de croissance fondé sur la demande domestique, et un mouvement de protestation croissant émanant de travailleurs exploités voire opprimés.

Par ailleurs, il n'y a pas que la Chine. Des alternatives au libéralisme ont émergé au cours de ces dernières années (Amérique latine). Elles doivent être porteuses de solutions de remplacement face aux dégradations libérales, soutenables, à la fois, en matière de répartition de richesses et d'écologie.

En France, aujourd'hui, la Gauche est, pour l'heure, trop faible et les mouvements sociaux trop restreints et divisés. Mais, cette situation pourrait changer rapidement si la montée récente de plusieurs mouvements radicaux dans divers pays fournit certains éléments d'optimisme à moyen terme.

Qu'en est-il de la gestion européenne - et française - de cette crise par rapport à l'Asie (Corée du Sud, Taiwan...) par exemple ?

Laurent Alexandre : L'Europe a raté la première phase de gestion de la crise. Les méthodes épidémiologiques utilisées en Europe ne sont pas très différentes de celles du temps de La Peste d'Albert Camus.

A l'inverse, l'Asie de l'Est a multiplié les tests diagnostiques, a recherché tous les patients contaminés en utilisant le tracking des smartphones... Et puis les Asiatiques de l'Est ont un civisme très développé. A l'inverse, on voit que le confinement est mal respecté en France -c'est un doux euphémisme- notamment dans les quartiers difficiles.

L'Europe est arrogante et se croit supérieure à l'Asie. Cette vision transparait dans l'allocution du Président Emmanuel Macron du 12 mars : « Nous avons en France les meilleurs virologues, les meilleurs épidémiologistes, des spécialistes de grand renom, des cliniciens aussi, des gens qui sont sur le terrain et que nous avons écouté, comme nous le faisons depuis le premier jour. » Si nous sommes meilleurs que les Asiatiques, pourquoi avons-nous échoué ?

En fait, nous ne sommes pas les meilleurs ! La réalité est que nous devons imiter les pays asiatiques qui ont fait beaucoup mieux que nous.

Le décalage du nombre de morts par million d'habitants entre l'Asie et l'Europe est humiliant pour l'Europe...

France 4 morts par million d'habitants

Italie 40 morts par million d'habitants

Espagne 15 morts par million d'habitants

Taiwan 0,05 mort par million d'habitants

Corée du Sud 1,5 mort par million d'habitants

Singapour 0 mort par million d'habitants

Chine 2,7 morts par million d'habitants

Et l'Asie est en sortie d'épidémie tandis que l'Europe n'est pas encore au pic !

La France n'est pas encore au sommet de l'épidémie et il est à craindre que nous avons laissé plein de gens se contaminer en ne reportant pas les élections municipales. Les images du dépouillement montrées par la Presse Quotidienne Régionale font froid dans le dos.

Beaucoup contestent les chiffres chinois, mais la sortie de crise prouve qu'ils sont probablement corrects. Le fait que des pays démocratiques comme la Corée du Sud et Taiwan ont jugulé très rapidement le virus montre qu'il n'est pas indispensable d'être une dictature pour avoir une santé publique efficace.

Il y a beaucoup de leçons à tirer des mauvais chiffres européens. La santé publique européenne soit se ressaisir et utiliser les technologies qui ont montré leur efficacité en Asie. Bien sur l'Asie n'est pas complètement sortie d'affaire, le Financial Times du 18 mars décrit la deuxième vague de contamination qui arrive dans certains pays : la sortie du confinement sera longue.

L'Europe a été brouillonne, désorganisée, non coordonnée et arrogante. Elle ne sait pas faire la guerre : ni technologique, ni militaire, ni virale. La réalité est que la coronavirus fait beaucoup moins de victimes en Asie que la grippe, alors que cela devient une épidémie dramatique en Europe et peut-être demain en Amérique du Nord si Donald Trump reste fantasque.

Cette situation est attristante. Les populistes anti-Européens auront beau jeu de souligner l'incroyable absence des institutions Européennes pendant cette crise.

Un dernier point, l'échec européen face au coronavirus doit alerter les militaires. Une équipe canadienne a montré en 2017, qu'il est possible de fabriquer un virus dangereux avec 100.000 dollars . La désorganisation induite par le coronavirus qui reste un virus gentil à côté de la variole ou des fièvres hémorragiques va inciter des sectes nihilistes comme Aoun ou des groupes terroristes à fabriquer des virus.

La France devra être capable de tester 65 millions de Français en quelques jours. La France de 2020 a péniblement réalisé 10.000 tests en 100 jours.

Propos recueillis par Edouard Roux